

La Roche-sur-Yon, le 23 décembre 2002

**DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE**

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE LA ROCHE SUR YON

Z.I. Nord - 135 rue Philippe Lebon
85000 LA ROCHE SUR YON
Téléphone : (33) 02 51 47 76 00
Télécopie : (33) 02 51 47 76 10
Internet : <http://www.pays-de-la-loire.driv.gouv.fr/>

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Conseil Départemental d'Hygiène

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement – Arrêté complémentaire
Société CAVAC aux Sables d'Olonne.

La C.A.V.A.C. (Coopérative Agricole d'Approvisionnement et de Vente de Céréales et d'autres produits Agricoles) exploite des silos de céréales sur le territoire de la commune des Sables d'Olonne.

Ces installations ont été régulièrement autorisées par arrêté préfectoral en mars 1988, au titre de la réglementation des installations classées, sur la base de l'arrêté ministériel du 11 août 1983 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales.

I. - EXPLOITANT

Raison sociale : CAVAC

Forme juridique : Coopérative Agricole

Siège social : 12, Boulevard Réaumur

B.P. 27

85 001 - LA ROCHE SUR YON Cedex

Adresse du site : quai d'Allègement

Zone Portuaire B.P. 27

85 100 - LES SABLES D'OLONNE

Situation administrative : Arrêté préfectoral (autorisation) n° 88 - Dir 1/200 du 09 mars 1988.

II. - RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

Suite, notamment, à l'accident de Blaye survenu en août 1997 (explosion de silos de céréales), l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 s'applique désormais à l'ensemble des silos soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées.

Son article 2 impose à leurs exploitants de disposer d'une étude de dangers comportant :

« une analyse des risques recensant, décrivant et étudiant tous les accidents susceptibles d'intervenir afin d'aboutir à l'étude des scénarios d'accidents. (...) Elle justifie que les fonctions de sécurité mises en place pour la prévention et la lutte contre les accidents sont bien adaptées. »

Par ailleurs, pour les silos existants, antérieurs à l'arrêté ministériel de 1998, les articles 7 et 8 relatifs aux distances minimales d'éloignement par rapport aux tiers ne s'appliquent pas, en particulier vis à vis des voies ferrées, des routes et des zones constructibles.

Ainsi, les distances d'éloignement de l'arrêté du 11 août 1983 restent applicables. Cet arrêté ne prévoit pas explicitement de distances d'éloignement, autres que celles vis à vis des installations fixes occupées par des tiers.

La CAVAC a réalisé en août 2000, une étude de danger pour le site des installations de stockage de céréales implantées en zone portuaire des Sables d'Olonne.

Cette étude n'apparaît pas totalement satisfaisante en terme de justification et de dimensionnement des éventuels accidents, un arrêté en date du 06/08/2002 a prescrit la réalisation d'une étude complémentaire.

La société CAVAC a remis ce complément à M. le préfet de la Vendée le 26 septembre 2002 ainsi qu'un additif le 22 novembre 2002.

III. - SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

III.1. - Description et caractérisation du site

Le site est constitué :

- d'un ensemble de treize cellules de capacité de 2 500 m³ chacune, de forme rectangulaire, en béton, ouvertes en partie supérieure, construit en 1937.
- d'un ensemble de huit cellules de capacité totale de 7 500 m³, de forme cylindrique, en béton, dont la couverture est assurée par des pré-dalles en béton armé, construit en 1973.
- d'un ensemble de six cellules de capacité totale de 6 000 m³, de forme cylindrique, en béton, dont la couverture est en matériau léger, construit en 1988.

Deux séchoirs fonctionnant au gaz naturel équipent ces installations qui fonctionnent 24 h/24h en période de séchage (septembre à décembre).

Ces installations constituent un centre de collecte et de séchage aux services des agriculteurs adhérents à la coopérative.

On trouve dans l'environnement de ces silos :

- **au Sud,** le port de pêche
- **au Nord,** le bassin à flot
- **à l'Ouest,** une écluse
- **à l'Est,** des activités industrielles liées au port de commerce.

Dans un rayon de 50 mètres les seules installations fixes gérées par des tiers sont, le poste écluse (à 48 mètres) et les bâtiments de la glacière de la coopérative maritime (à 20 mètres).

Le site est en périphérie de l'agglomération des Sables d'Olonne, à environ 500 mètres du centre ville, et à 125 mètres des commerces du quai Garnier.

L'étude de danger complémentaire constate le bon dimensionnement des systèmes d'aspiration, mais rappelle les exigences réglementaires relatives à l'asservissement des équipements de manutention du fonctionnement des installations de dépoussiérage. Sur ce sujet l'entreprise s'est engagée à installer ce système dans les plus brefs délais.

Par ailleurs, cette étude complémentaire définit une zone de 6 mètres sur toute la périphérie des cellules et de la tour de manutention comme pouvant être impacté par un accident sur le silo. Afin de prendre en compte une sécurité supplémentaire, l'exploitant propose de porter cette zone à 9 m et de matérialiser au sol ce périmètre de sécurité.

Enfin, cet établissement, soumis à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, est situé au cœur du port des sables d'Olonne à proximité de zones fréquentées par des tiers (publics et pêcheurs), et il avait été demandé à l'exploitant, en relation avec les gestionnaires des terrains, de prendre des mesures de limitation d'accès dans son périmètre de sécurité.

Au vu de l'étude complémentaire, l'exploitant propose, en accord avec les services gestionnaires du port, d'installer une barrière interdisant l'accès au public, à l'extrémité du quai d'Allègement à une distance de 15 m de la première cellule.

III.2. - Proposition de l'inspection.

Prescriptions complémentaires

Les silos de stockage de céréales du site des Sables d'Olonne ont été régulièrement autorisés en 1988.

Néanmoins, compte tenu de la situation particulière de cet établissement, nous proposons par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire de confirmer l'ensemble des dispositions de sécurité proposés par l'exploitant et de demander une actualisation de l'étude de dangers si l'environnement immédiat du site évolue et en tout état de cause tous les cinq ans.

IV. - CONCLUSION

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté, annexé au présent rapport, imposant des prescriptions complémentaires à la société CAVAC exploitant un silo aux Sables d'Olonne.